



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

Revue de presse



Lundi 23 janvier 2023



Dinar numérique : un défi et une opportunité

L'Algérie a adopté une monnaie numérique. La Banque d'Algérie, qui a célébré son soixantième anniversaire, l'a lancé sous le nom de « dinar numérique ». Une monnaie qui sera développée, émise, gérée et contrôlée par la Banque d'Algérie. C'est quoi une monnaie numérique ? Quelle est la différence entre la monnaie numérique et la cryptomonnaie ? Quels sont les impacts de son adoption en Algérie et chez les BRICS ? C'est sur ces questions et d'autres que s'est focalisée la dernière note de réflexion du cercle de réflexion CARE dans la contribution de son vice-président Ali Kahlane.



Réformes économiques et législatives : Climat favorable

En plus des orientations stratégiques et de l'élaboration d'une vision et d'une feuille de route pour la politique salariale et le système de retraite, le Gouvernement se dirige vers des augmentations des salaires, à partir du début de l'année 2023. Pour soutenir le pouvoir d'achat des citoyens et amortir l'effet de l'inflation sur les ménages, plusieurs mesures ont été prises ces dernières années par le gouvernement, dont une augmentation de 14 à 16% des salaires, une hausse de 2 à 10% des pensions de retraite et une allocation de 13.000 dinars (environ 94 dollars) par mois aux chômeurs.



«Initiatives» et «Audace»

«L'heure est grave et solennelle." C'était le cri, hier, des révolutionnaires algériens en lutte contre un colonisateur barbare. Or, aujourd'hui, la situation n'est pas si "grave". Mais, la nuance peut paraître spécieuse, et elle pourrait se révéler fort instructive. 2023 est une année charnière, dont les défis économiques, politiques, sécuritaires et environnementaux exigent de chacun, et à tous les niveaux, de fournir les efforts nécessaires, dans une démarche collaborative. Le chef de l'Etat a, lors de la rencontre gouvernement- walis, donné le mot d'ordre : "initiatives" et "audace".



Réformes économiques et législatives : «L'Algérie est focus sur un modèle de développement diversifié et durable»

L'Algérie est en phase de passer d'un simple marché à un pays d'investissement et de production, affirme l'économiste Abderrahmane Hadeff qui énumère les réalisations ambitieuses et les perspectives prometteuses pour le développement de l'économie nationale. «Après deux années de réformes et de révision du cadre législatif, on passe aujourd'hui à l'étape de la mise en œuvre», note l'expert qui précise que ce projet de transformation économique engagé par l'Algérie montre déjà ses fruits au niveau national et à l'étranger avec un redéploiement du pays sur la scène internationale.



Défis et enjeux futurs : 2023, une année charnière

Politologue et chercheur indépendant, le Dr TayebBeroual explique que les efforts et les stratégies multisectorielles actionnés à haut niveau «se sont combinés» au cours des dernières années pour accoucher des mesures «claires» en vue d'un «solide» programme de réforme économique, politique et sociale, avec un «réel impact» sur le terrain, de par leur importance en tant qu'approches uniques de concrétisation de la solidarité et la justice sociale.



Industrie : La relance est l'affaire des territoires

Les exportations hors hydrocarbures doivent atteindre 10 milliards de dollars, pour que 2023 soit une année de décollage économique par excellence. Forte de premiers résultats plus que satisfaisants, la relance industrielle entame une phase cruciale à travers l'entrée en actions des collectivités locales.



Le pétrole attaque la semaine à près de 88 dollars : Le baril ira-t-il plus haut?

Le Brent de la mer du Nord, référence du pétrole algérien, a clos la semaine qui s'est achevée le 20 janvier sur une hausse de 1,47 dollar à 87,63 dollars. Les prix du pétrole, Brent, sont non loin des 90 dollars. Une barre psychologique qu'ils pourraient casser cette semaine qui débute aujourd'hui. Une prévision qui repose sur la forme qu'ils affichent actuellement, stimulés par des indicateurs de premier ordre.



Bancarisation des fonds de l'informel: Quelles mesures prendra l'Etat ?

Si les réserves de change de l'Algérie sont en train de grossir, à la faveur de la hausse des prix des hydrocarbures, associée à la baisse de la facture des importations, la masse monétaire placée au niveau des banques reste quant à elle nettement en deçà du potentiel de liquidités circulant dans le circuit des échanges commerciaux et autres.



Moteur du développement économique et social: Vers une refondation de la collectivité locale

Le discours officiel est foncièrement orienté vers un changement radical et rapide des mentalités et de la réglementation régissant le fonctionnement de la collectivité locale. Les orientations dans ce sens sont claires, faire de la collectivité un moteur du développement économique et social.



[Importation de voitures de moins de 3 ans en Algérie : exonération de la TVA pour ces modèles](#)

La loi de finances 2023 révèle des avantages intéressants concernant l'exonération de la TVA lors de l'importation de certains modèles de voitures de moins de 3 ans en Algérie. Ne bougez pas ! Dzair Daily rapporte pour vous l'ensemble des détails dans cette nouvelle édition du dimanche 22 janvier



[Taux de change : L'euro s'échange à 147 dinars \(Banque d'Algérie\)](#)

Le dinar algérien a enregistré une légère hausse face à l'euro qui connaît, depuis quelques mois, des fluctuations face au dollar américain, sur fond de crise énergétique et des décisions des banques centrales.



Pour l'année 2023 Des objectifs ambitieux

Organisée autour du thème " Développement local : évaluation et perspectives ", la cinquième rencontre Gouvernement-Walis en trois ans, s'est voulue une fois de plus un espace de centre de décisions et, sous un impact et détermination à la revalorisation et à l'actualisation des domaines politique, économique et social.

Autrement dit, une réponse idoine aux " orages " qui ont ravagé pendant plus de vingt-ans le pays et lui permettant aujourd'hui de s'installer confortablement pour négocier l'avenir de la nation à travers un grand apaisement, une large stabilité, un nouveau style de gouvernance, un nouveau modèle économique et social. Une somme de préalables qui ont été à la source de la liquidation du statu quo. C'est d'ailleurs devenu au sens propre du mot, " constructive " vers les lendemains meilleurs. Les observateurs de la scène nationale ont été catégoriques que durant les trois dernières années, " l'Algérie traverse une période d'émancipation et d'effervescence ". Des poussées parfois aiguës et de grande ampleur s'y manifestent. Le développement économique et social est d'autant plus vif, plus diversifié que s'y ajoutent des préoccupations et des priorités stratégiques. Ces mêmes observateurs estiment que la période que vit l'Algérie depuis 2019 sera probablement considérée plus tard comme celle d'une grande mutation jamais égalée par le passé. D'où cette nécessité de développement local : évaluation et perspectives autour de laquelle a eu le débat Gouvernement-Walis consacrant

l'action concertée et coordonnée entre les deux parties permettant d'unifier les vues et identifier les efforts pour davantage d'efficacité en matières de mise en œuvre des politiques publiques , notamment celles ayant trait au développement local socio-économique de manière à assurer une meilleure prise en charge des préoccupations du citoyen, et être à la hauteur de ses aspirations. Des aspirations que le président de la République a érigées en objectifs à réaliser en 2023.

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a indiqué jeudi que les réserves de change sont en hausse pour atteindre plus de 6 à milliards de dollars, alors que la croissance économique est de l'ordre de 4,1% en 2022. Cette croissance devrait atteindre 5 % en 2023. Dans ce sillage, le président a évoqué certains indicateurs et résultats positifs réalisés durant les trois dernières années grâce à la stratégie de développement et aux efforts des walis dans la résolution des problèmes qui représentait un handicap pour les entreprises pour des raisons bureaucratiques et vides juridiques. Parmi les résultats positifs enregistrés, M. Tebboune a évoqué la hausse des importations hors hydrocarbures en indiquant " on a réussi pour la première fois à hausser les exportations de 1,7 milliard de dollars en 2019 à 5 milliards de dollars en 2021, et ensuite à 7 milliards de dollars en 2022, soit une hausse annuel de 30 % ".

D'autre part, le chef de l'Etat a affirmé sa volonté de " consacrer les bases d'une nouvelle gouvernance à travers la diversification des sources de financement et d'amélioration des méthodes de gestion " en indiquant que " les méthodes de gestion changent ", c'est pourquoi les walis, selon lui, ne devront pas attendre les instructions centrales. Au niveau du développement local, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad a annoncé que le programme de rattrapage urgent parachevé à la fin de l'année 2022 a atteint un taux de réalisation de 96 % du total des projets financés estimés à 30 000 projets à travers toutes les wilayas du pays, relevant qu'une enveloppe financière de plus de 35 à milliards de dinars a été allouée à ce programme qui profite à près de 7 millions de citoyens. Le ministre a également mis l'accent sur l'intérêt accordé par le président de la République au développement de certaines wilayas qui accusent un retard en matière de développement à l'instar, des wilayas de Tissemsilt et de Khenchela, affirmant que les pouvoirs publics poursuivent la mise en œuvre des programmes d'investissement publics financés par le budget de l'Etat, qui ont contribué à l'amélioration des conditions de vie du citoyen.

A l'occasion, le président Tebboune a salué la contribution des walis au " règlement des problèmes qui entravaient les entreprises pour des raisons bureaucratiques à des vides législatifs ", précisant que les résultats des décisions prises par les walis avaient permis, en peu de temps, de créer entre 600 et 700 micro-petites, moyennes et grandes unités économiques, contribuant au développement local. Des décisions qui ont également permis, a-t-il dit, " la création de 52 000 emplois au moment où le monde fait face à une crise économique. Par ailleurs, parmi les autres résultats ayant permis la création d' " une dynamique économique et sociale claire ", le président de la République a cité " la réduction de la facture d'importation d'un montant allant de 36 Mds USD à 38 Mds USD contre 36 Mds par an par le passé à cause des surfacturation et de la dilapidation des deniers publics ", affirmant que l'assainissement des importations " se poursuit car il y a encore des importations

exagérées ", rappelant que l'économie se construit sur la base de la production et non de l'importation. Les conclusions de la cinquième rencontre Gouvernement-Walis marquées par les perspectives annoncées par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune pour l'année 2023, éclairées comme à chaque fois par une référence constante à ses engagements économiques et sociaux sont une priorité, une réaffirmation de ce qu'il faudra relever à travers des projets plus efficaces, c'est-à-dire le choix des solutions économiques performantes.

Dans ce cadre, le Premier ministre, M. Aymen Benabderrahmane , a, jeudi à la clôture des travaux de la rencontre Gouvernement-Walis, souligné la nécessité d'intensifier efficacement les efforts, car en dépit, a-t-il dit, des nombreuses réformes initiées sur le système législatif , notamment celles qui contribuent à la relance d'un dynamisme économique global au niveau économique dans tout le pays, " les résultats obtenus n'ont pas encore atteint le niveau requis, en raison des réticences et l'indécision en matière d'initiative, surtout au niveau local ", il a également relevé l'importance de se fédérer autour d'une vision intégrée et cohérente pour s'adapter aux données résultantes des objectifs du développement durable tout en adoptant l'agenda des programmes de développement à leurs exigences.

M. Benabderrahmane a, en outre, abordé les nouveaux défis résultant des conditions que connaît l'Algérie, à l'instar de tous les pays du monde, et qui concernent la sécurité alimentaire et la sécurité hydrique, ainsi que la sécurité énergétique, présentant à cet égard les grandes lignes d'une feuille de route à court terme pour relever ces défis. Le Premier ministre a mis l'accent sur la nécessité d'accompagner les communes et de les faire profiter des différentes expériences techniques et scientifiques pour leur permettre de s'adapter aux nouveaux mécanismes que l'Etat s'attelle à renforcer à travers le recours inévitable à l'utilisation des technologies modernes, outils incontournables pour le développement local.



بخصوص تسجيل عمليات الاستثمار العمومي للدولة

ضوابط صارمة لمتابعة أموال الخزينة و3 مراحل لتقييم المشاريع

ضبطت وزارة المالية آليات تسجيل عمليات الاستثمار العمومي للدولة، عبر الدراسة التقنية ودراسة الزبائن التي تبين فئة المستفيدين أو المستهدفين، إضافة إلى التحليل الاقتصادي المفصل، والآثار البيئية والاجتماعية، وحجم المشروع والتجهيزات المرتبطة به، مع التقديرات المالية.

تحسيس في مناطق النشاط والفضاءات التجارية والمعارض والصالونات: البنوك تنزل إلى الشارع لاحتواء "الأموال المخفية"

بالموازاة مع تصريحات رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون الذي وجّه آخر إنذار لأصحاب الأموال المكدّسة خارج القنوات الرسمية، والتي قدرها الخبراء بـ90 مليار دولار، تشرع البنوك بداية من شهر جانفي الجاري في تبني سياسة جديدة لاسترجاع هذه الأموال بالطرق الودّية عبر الخروج من المكاتب والنزول إلى الشارع، والتواجد بمناطق النشاطات والتجارة والجامعات والمعارض والصالونات والتظاهرات الكبرى، لتحسيس المواطنين بأهمية الادخار.

START-UP ET MICROENTREPRISES

Atteindre 1 million de projets en 2023

La directrice des incubateurs au ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-Up et des Microentreprises, Arhab Nassima, a annoncé hier dimanche que son département a lancé un pari pour activer un million de porteurs de projets en 2023. Un pari totalement réalisable du moment que le ministère a recensé déjà plus de 5 000 start-up, dont 1 100 ayant obtenu le label «Start-up» ou celui de «Projet innovant».

Invitée de la matinale de la Chaîne 1 de la Radio algérienne, la directrice des incubateurs a souligné la possibilité d'atteindre le million de porteurs de projets cette année, grâce à la mise en place de la loi sur l'auto-entrepreneur en décembre dernier. Cette loi permet également la réduction des charges des start-up en leur permettant de faire appel aux entrepreneurs indépendants et une exploitation commune des ressources humaines entre plusieurs entreprises. Selon M^{me} Arhab, cette loi qui a prouvé son

efficacité dans plusieurs pays «apportera plusieurs avantages, à l'instar de la tenue d'une comptabilité simplifiée, l'exemption d'immatriculation au registre de commerce, l'assujettissement à un régime fiscal préférentiel, la couverture sociale en plus de l'éventualité d'ouvrir un compte bancaire commercial». L'invitée de la matinale a expliqué que l'approbation des textes appliqués montrera les différents parcours des auto-entrepreneurs et leur permettra d'avoir une plateforme spéciale qui répond à leurs préoccupa-

tions. La responsable s'est longuement attardée sur le fonds d'investissement à risque unique en son genre, financé par six banques publiques, et ledit fonds investit dans des institutions labellisées «start-up» ou «innovantes».

Elle a expliqué également que le fonds national de financement des start-up avait bénéficié d'autres fonds d'investissement au niveau des wilayas avec 58 milliards de dinars, à raison de 1 milliard par wilaya, ce qui lui permettra «d'augmenter considérablement ses investissements en matière de start-up», sachant que ce fonds investit de 5 à 150 millions DA par projet.

Par ailleurs, le ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-Up et des Microentreprises travaille en contact direct avec les universi-

tés, donnant une touche économique, avec un intérêt dans le financement pour le soutien, la motivation et la fourniture d'une production économique importante. Tout cela, pour mettre en place une stratégie d'innovation ouverte pour accompagner les grands établissements comme leurs homologues émergents, favoriser les compléments, ainsi que l'ouverture au métier de l'industrie des contenus qui s'est développé dans le ciel de l'économie numérique.

Par ailleurs, Arhab a évoqué les efforts visant à établir une zone franche technologique africaine, afin de créer un environnement commercial pour les start-up sur le continent africain, notant que l'Algérie attire désormais de nombreux expatriés intéressés par la création de start-up et de projets innovants.

Ilhem Tir

RÉSIDENCES SECONDAIRES

Une taxe de 7% imposée

Les propriétaires de résidences secondaires sont fixés sur le taux de la taxe foncière qu'ils vont devoir payer. Le taux majoré de la taxe foncière est de sept pour cent et concerne toute propriété à usage d'habitation dont est propriétaire une personne physique en dehors de sa résidence principale.

Nawal Imès- Alger (Le Soir)- La taxe foncière sur les propriétés secondaires bâties à usage d'habitation non occupées est désormais fixée par un arrêté interministériel. Elle concerne les habitations fermées qui ne sont pas proposées à la location.

Un arrêté interministériel en fixe le taux et les biens concernés. L'arrêté en question définit la propriété secondaire bâtie comme étant «la propriété à usage d'habitation dont est propriétaire une personne physique en dehors de la propriété principale».

Cette dernière est définie comme étant «la propriété à usage d'habitation déclarée par le propriétaire et qui constitue son lieu



principal de résidence». Précision de taille : tout propriétaire ne peut déclarer qu'une seule propriété principale.

Le taux majoré de la taxe foncière a été fixé à hauteur de 7%, applicable sur toutes les propriétés secondaires bâties à usage d'habitation et dont est propriétaire une personne physique. «Ce taux majoré est appli-

cable sur les propriétés dont la location s'étend sur une période continue, d'une durée inférieure à douze mois couverte par un contrat unique ou par des contrats successifs», précise l'arrêté interministériel.

Pour la location ayant fait l'objet de contrats de location successifs, si la durée entre les contrats locatifs est inférieure ou

égale à quinze jours, la fraction restante du mois est considérée comme étant un mois entier. Les propriétaires des biens sont avertis que «la période de location est évaluée par rapport à l'année civile, où toute location s'étendant sur une période de douze mois, qui s'étale sur deux années, est considérée comme n'ayant pas satisfait à la condition de durée de location de douze mois et entraîne l'application du taux majoré». Concrètement, un bien ne doit pas rester inoccupé sinon, il est systématiquement soumis à la taxe.

Du point de vue fiscal, une résidence secondaire est un habitat occasionnel dans lequel le propriétaire ne va passer que quelques mois par an, correspondant généralement à la période des vacances. Depuis plusieurs années déjà, les pouvoirs publics tentent de trouver des solutions pour tirer profit des habitations inoccupées. Le dernier recensement fait état de 1,5 million de logements inoccupés, soit 22% du patrimoine algérien. Cela concerne des logements dans les différentes formules existantes.

N. I.

PÉTROLE

Le prix du Brent clôture à 87,63 dollars

● Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mars s'est apprécié de 1,70%, pour clôturer à 87,63 dollars ● Quant au baril de West Texas Intermediate (WTI) pour livraison en février, dont c'était le dernier jour de cotation, il a gagné 1,21%, à 81,31 dollars, son plus haut niveau en clôture depuis deux mois.

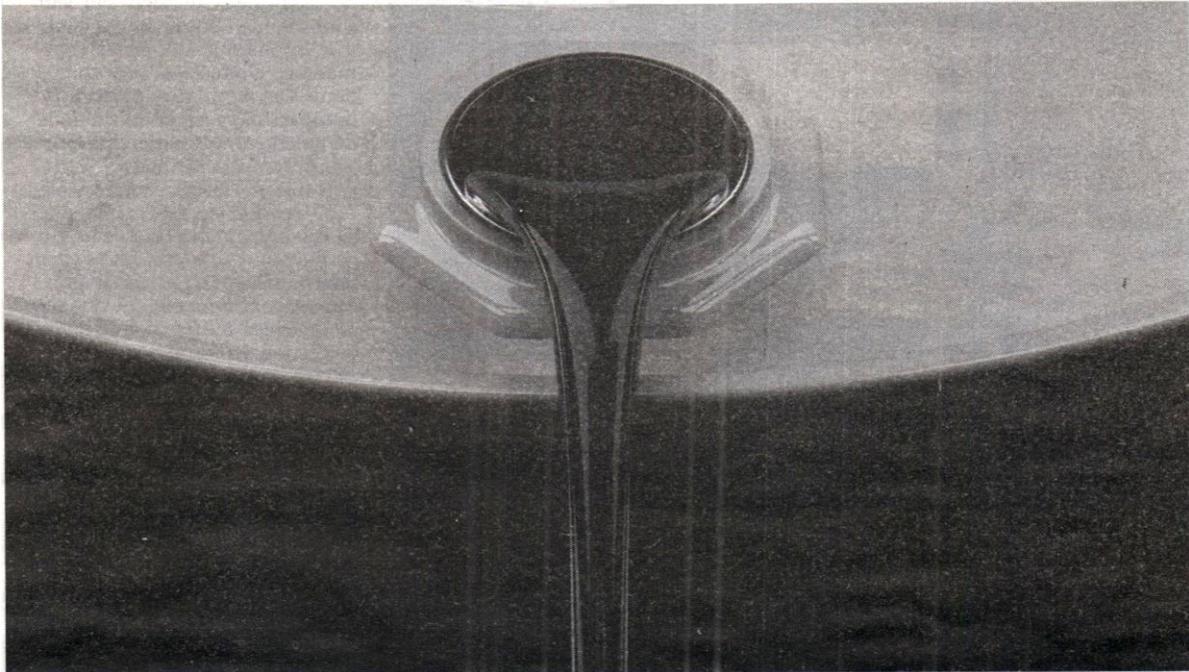


PHOTO : DR

C'était la huitième séance positive pour le WTI en dix journées de cotation

Les cours du pétrole ont enregistré une nouvelle progression vendredi, toujours aiguillonnés par la perspective du réveil économique de la Chine et le début des festivités du nouvel an, censées stimuler la demande.

Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mars s'est apprécié de 1,70% pour clôturer à 87,63 dollars. Quant au baril de West Texas Intermediate (WTI) pour livraison en février, dont c'était le dernier jour de cotation, il a gagné 1,21%, à 81,31 dollars, son plus haut niveau en clôture depuis deux mois. C'était la huitième séance positive pour le WTI en dix journées de cotation. «L'optimisme sur la réouverture de la Chine a permis aux cours du brut de connaître une

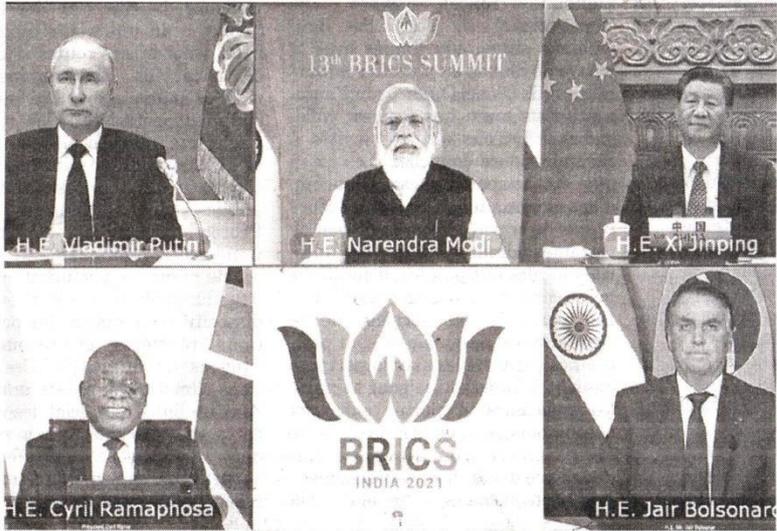
bonne semaine», a commenté, dans une note, Edward Moya, d'Oanda. «Le début du nouvel an va être suivi de près pour vérifier que les déplacements sont bien aussi soutenus que beaucoup l'anticipent.»

Le réveillon de l'Année du lapin a lieu samedi, mais les festivités vont durer plusieurs semaines. Matt Smith, de Kpler, a évoqué des chiffres élevés de consommation de kérosène en Chine, «ce qui n'est pas tellement surprenant pour un pays qui est confiné depuis trois ans». Le loueur d'avions Avolon a estimé, cette semaine, que la levée des restrictions sanitaires en Chine devrait permettre au trafic aérien mondial de retrouver son niveau d'avant la pandémie d'ici juin prochain. Pour Robert Yawger, de Mizuho, la fermeté

des cours tient aussi à des tensions sur le marché des produits raffinés, le gazole en particulier. Une partie du manque pourrait être comblée par les Etats-Unis, mais les stocks américains de produits distillés, dont le gazole, sont inférieurs de près de 10% à leur niveau de l'an dernier à la même époque, «un niveau dangereusement bas», selon Robert Yawger. En outre, «on ne raffine pas beaucoup de produits distillés en ce moment» aux Etats-Unis, souligne l'analyste, car les raffineries ne sont pas encore complètement remises des effets de la tempête hivernale Elliott, qui a perturbé l'industrie pétrolière. Le secteur entre, de surcroît, dans la période marquée par des opérations de maintenance, qui réduisent les capacités de raffinage. (APS)

ON SE BOUSCULE AUX BRICS

ENVIRON 13 pays ont exprimé leur intérêt pour l'adhésion aux Brics, et près de la moitié d'entre eux ont déjà soumis des demandes officielles. C'est ce qu'a déclaré l'ambassadeur sud-africain en Russie Mzuvukile Maketuka dans une interview avec RIA Novosti. « Actuellement, il y a environ 13 prétendants dont six ont officiellement postulé », a déclaré l'ambassadeur. Ces candidats sont notamment, l'Algérie, l'Égypte, l'Iran, le Bahreïn, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et l'Argentine. Selon le diplomate sud-africain, la priorité « ira à ceux qui ont déjà postulé ». À cet égard, Mzuvukile Maketuka a cité l'Algérie, l'Égypte, l'Iran, le Bahreïn, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. Le même diplomate a ajouté que « la question de l'élargissement des Brics est à l'ordre du jour », mais « il faut déterminer quels critères et mécanismes utiliser ». Une question qui sera traitée lors de la présidence qu'assurera l'Afrique du Sud.





وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger